L'enrichissement sans cause ne peut s'appliquer que pour le passé.

Par un [arrêt du 22 juin 2017](#), la Cour de cassation a rappelé que le principe général du droit de l'enrichissement sans cause ne peut s'appliquer que pour le passé.

Dans cette affaire, la demanderesse en cassation avait été condamnée par le tribunal de première instance statuant en degré d'appel à payer à deux défendeurs en cassation une somme provisionnelle mensuelle de 125 EUR à titre de remboursement des frais résultant de l'éducation et de l'entretien de ses deux enfants. En substance, la décision attaquée se fondait sur la théorie de l'enrichissement sans cause : l'obligation d'entretien et d'éducation d'un enfant est personnelle aux père et mère de telle sorte que si un tiers, sans *animus donandi*, assume cette obligation, il peut agir à l'encontre des parents défaillant sur la base de la théorie de l'enrichissement sans cause.

Le pourvoi était articulé autour de deux moyens.

Le premier, de nature procédurale, avait trait à la compétence d'attribution de la justice de paix et a été rejeté par la Cour de cassation.

Le second portait sur l'application du principe général du droit suivant lequel nul ne peut s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui : eu égard aux conditions auxquels une action *de in rem verso* est subordonnée, elle ne peut viser qu'une situation passée. Autrement dit, ce principe général du droit ne peut donner lieu à une compensation pour un appauvrissement futur. Or, le jugement attaqué avait alloué aux défendeurs une somme provisionnelle mensuelle de 125 EUR à titre de compensation de leur appauvrissement passé et futur.

La Cour de cassation a suivi ce moyen :

« L'application du principe général du droit de l'enrichissement sans cause implique entre deux patrimoines un transfert de richesse qui donne naissance à l'obligation pour l'enrichi de restituer à l'appauvri l'enrichissement qu'il a obtenu sans cause au détriment de celui-ci.

Il s'ensuit que le juge ne peut statuer par application de ce principe que pour le passé ».

Cette règle étant posée, c'est logiquement que la Cour de cassation cassa le jugement querellé qui n'avait pas pris le soin de limiter ses effets à la date à laquelle il a été rendu.

Cette décision, somme toute logique, rappelle opportunément que la théorie de l'enrichissement sans cause implique, notamment, un appauvrissement effectif et que la forte probabilité qu'il adienne pour le futur est insuffisante.

Bruno Dessart

b.dessart@legacity.eu

The information in this material is not exhaustive, nor intended to constitute legal, tax, consulting or other professional advice. The information provided is not intended to be relied upon as the sole basis for any decision which may affect your business or private estate or your clients' business or private estate. Before making any decision or taking any action that might affect your business or private estate, you should consult a qualified professional adviser.